

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Une réforme du 3<sup>ème</sup> cycle pédagogique,  
mais au prix de conséquences pour les jeunes médecins**

Vendredi 19 mai 2017

L'ISNI, l'ISNCCA et le CNJC se félicitent, au nom de leurs mandants, de l'avancée majeure apportée sur le plan pédagogique par la réforme du 3<sup>ème</sup> cycle des études de médecine. Cependant, après des discussions difficiles concernant les maquettes de DES, la concertation autour du projet de Décret en Conseil d'Etat relatif aux "docteurs juniors" de la phase 3 - dite de consolidation - s'est réalisée dans des conditions excessivement précipitées pour pouvoir évaluer de manière correcte l'impact lié à la réorganisation des soins hospitaliers et ambulatoires. De plus, les modalités de mise en place de cette réforme, en novembre 2017, auprès des acteurs locaux soulèvent un certain nombre d'inquiétudes. En ce sens, la Conférence des Doyens et les responsables de la Réforme reconnaissent dans leur récent communiqué de presse, une concertation insuffisante sur la rédaction de ce décret et plus globalement la persistance d'un certain nombre de points de désaccords sur la réforme du 3<sup>ème</sup> cycle. Celle-ci doit être précédée d'un travail sur les maquettes de tous les DES.

**Ainsi, l'ISNI, l'ISNCCA et le CNJC, faisant écho au rapport IGAS-IGAENR de 2015 régulièrement cité lors des réunions au Ministère de la Santé, alertent sur les risques suivants :**

1. **Le risque démographique** : alors que de nombreux établissements publics de santé connaissent des difficultés de recrutement dans plusieurs spécialités, ces établissements peuvent voir dans ces étudiants de phase 3 une manne de main d'œuvre à bon marché à même de remplir des services désertés.

2. **Le risque pédagogique** car selon le rapport sus-cité, un des objectifs ouvertement affichés de la réforme est de pouvoir disposer "plus rapidement de professionnels formés".

3. **Le risque sanitaire**, via un glissement de tâches car toujours selon le même rapport, la probabilité à moyen et long terme que les étudiants de phase 3 se substituent aux assistants spécialistes est réelle.

4. **Le risque à terme**, d'une atteinte à la liberté tarifaire car il existe un risque de restructuration de l'offre hospitalière sur le post-internat, et ainsi une possibilité de voir une atteinte aux conditions d'accès au secteur 2 existantes.

Aussi, forts de ce constat et conscients de l'importance de cette phase 3 pour les jeunes médecins et chirurgiens en formation, **l'ISNI, l'ISNCCA et le CNJC demandent de façon immédiate qu'une nouvelle réflexion sereine et posée soit menée avec les tutelles, les doyens et représentants enseignants et hospitaliers** afin que l'avenir et la santé de nos concitoyens ne soient pas pris en défaut de manière précipitée.

Une réforme aussi ambitieuse et touchant le cœur même de la formation des jeunes médecins et des jeunes chirurgiens ne saurait être bradée pour des questions de calendrier. Se situant dans une logique de propositions, **l'ISNI, l'ISNCCA et le CNJC considèrent également qu'il est impératif de pouvoir rencontrer dans les plus brefs délais les conseillers Santé de la Présidence de la République et les cabinets des nouveaux ministres de la Santé et de l'Enseignement Supérieur** afin de démarrer ce quinquennat sous les meilleurs auspices.

**Contacts :**

- Président ISNCCA : Dr Laurent GILARDIN - 01 45 87 85 43 - [president@isncca.org](mailto:president@isncca.org)
- Président ISNI : Olivier LE PENNETIER - 06 50 67 39 32 - [president@isni.fr](mailto:president@isni.fr)
- Président CNJC : Dr Marc-Olivier GAUCI - 01 43 54 02 32- [presidentCNJC@gmail.com](mailto:presidentCNJC@gmail.com)